

T76R421  
E88  
2003/04  
QL  
P. gov.

Commission  
des relations  
du travail

Québec 

---

---

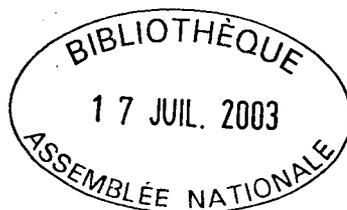
# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 2003-2004

---

---

### **Demande de renseignements particuliers**



## COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### LISTE DES QUESTIONS

	PAGE
1. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 2002-2003.....	2
2. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail.....	3
3. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au ministère du Travail (et au sein des organismes sous la juridiction du ministre du Travail) tel que prescrit par la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i> .....	4
4. États de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2002-2003 et les prévisions pour 2003-2003.....	5
70. Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel logées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorier(ère) ou un(e) cadre municipal(e) devant la Commission municipale du Québec pour 2002-2003.....	6
81. Au cours des cinq dernières années (Commission des relations du travail et Tribunal du travail), nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du <i>Code du travail</i> et décisions. Ventilation par année.....	13
82. Au cours des cinq dernières années, nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du <i>Code du travail</i> et nature des ordonnances.....	14
83. Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.....	15
84. États de situation concernant la Commission depuis sa création.....	16
85. Budget de fonctionnement de la Commission en 2002-2003 et prévisions pour 2003-2004.....	17
86. Effectifs de la Commission en 2002-2003 et prévisions pour 2003-2004.....	18
87. Délais moyens des décisions de la Commission en général et par type de décision.....	19

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

1. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 2002-2003.
  - Mandat à la S.I.Q. d'aménager les locaux de la présidence au 35, rue de Port-Royal Est à Montréal. Travaux terminés en septembre 2002.
  - Mandat à la S.I.Q. d'aménager une salle d'audience, quatre salles de conciliation et sept salles de caucus au 35, rue de Port-Royal Est à Montréal.
  - Mandat à la S.I.Q. de rechercher dans la ville de Québec à proximité des grands circuits d'autobus un local d'une superficie approximative de 2 000 mètres carrés pour regrouper dans un même édifice le siège social, le bureau régional, le greffe et les salles d'audiences actuellement répartis dans quatre lieux.

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

2. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail.

Voir la réponse à la question 85.

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

3. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au ministère du Travail (et au sein des organismes sous la juridiction du ministre du Travail) tel que prescrit par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, la liste de classement d'un organisme public n'est accessible que par consultation sur place.

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

4. États de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2002-2003 et les prévisions pour 2003-2003.

**S/O**

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

(QUESTION ADRESSÉE AU MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DU SPORT ET DU LOISIR, MAIS PORTANT SUR DES ACTIVITÉS MAINTENANT DÉVOLUES À LA C.R.T. RELEVANT DU MINISTRE DU TRAVAIL).

70. Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel logées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorier(ère) ou un(e) cadre municipal(e) devant la Commission municipale du Québec pour 2002-2003.

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi 150 (Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal) en 2001, c'est la Commission des relations du travail (anciennement le Bureau du commissaire général du travail «B.C.G.T.») qui reçoit et traite les plaintes de destitution/suspension des cadres et de certains employés municipaux.

Les listes détaillées des plaintes déposées en 2001-2002 et 2002-2003 suivent.

**Tableau 1 :**  
**Liste détaillée des plaintes de destitution 2001-2002**

<b>No cas</b>	<b>Date réception</b>	<b>Nom des parties</b>	<b>État du dossier</b>
CM10101999	2001-04-27	Roger Carrier Municipalité du canton de Potton	Décision : Désistements, règlements
CM10104056	2001-07-10	Roger Archambault Ville de Le Gardeur	Décision : Désistements, règlements
CM10104731	2001-08-07	Marc Beaulieu Ville de Terrebonne Ville de Terrebonne	Décision : Désistements, règlements
CM10108491	2001-11-30	Jean Turcotte Ville de St-Gabriel	Décision : Désistements, règlements
CM10109019	2001-12-13	Lucie Dallaire Ville de Saint-Jean-Iberville	Cas Sine Die
CM10109477	2001-12-21	Nicole Martel Ville de St-Césaire Ville de Marieville	Cas Sine Die
CM10109871	2002-01-17	François Hétu Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes	Cas assignés aux commissaires
CM10110053	2002-01-23	Jocelyne Charbonneau Ville de Blainville	Cas assignés aux commissaires
CM10110068	2002-01-25	Charles David Robinson Ville de Gatineau	Décision : Désistements, règlements
CM10110465	2002-02-06	Armand Fichaud Ville de Montréal comité de transition M.Normand Gauthier	Cas Sine Die
CM10110468	2002-02-07	Sylvain Gagnon Municipalité de Saint-Félix-de-Valois	Décision : Désistements, règlements
CM10110517	2002-02-05	Louise Pépin Ville de Saint-Jérôme	Cas inactifs suite à la demande des parties
CM10111809	2002-03-21	Pascal Richard Corporation Municipale du Canton d'Aumond	Cas inactifs suite à la demande des parties
CQ10101786	2001-04-19	Ville de Cabano Jean-Marc Beaulieu	Cas référés aux tribunaux
CQ10101843	2001-04-23	Ville de Baie-Saint-Paul Raymond Bard	Décision : Accueillies

CQ10103014	2001-06-01	Nicole Christopherson Municipalité de Ste-Geneviève-de-Batiscan	Décision : Désistements, règlements
CQ10103460	2001-06-13	Ville de Disraéli Luc Goulet	Décision : Désistements, règlements
CQ10103594	2001-06-18	Municipalité de Saint-Raphaël Rachel Lamontagne	Décision : Rejetées
CQ10105208	2001-08-22	Municipalité de Manseau René Sylvestre	Décision : Désistements, règlements
CQ10106087	2001-10-02	Jacques Paré Ville de La Tuque	Décision : Désistements, règlements
CQ10108281	2001-11-22	Ville de Cabano Jean-Marc Beaulieu	Décision : Désistements, règlements
CQ10108933	2001-12-05	Ville de Shawinigan Marc Forest	Cas référés aux tribunaux
CQ10109773	2001-12-28	Ville de Shawinigan-Sud Municipalité d'East-Broughton Marc-André Grondin	Cas assignés aux commissaires
CQ10109905	2002-01-22	Ville de Shawinigan Marc Forest	Cas référés aux tribunaux
CQ10110488	2002-02-07	Ville de Shawinigan-Sud Ville de Shawinigan-Sud Marc Forest	Cas référés aux tribunaux
CQ10110726	2002-02-18	Jean-Guy Duguay Ville de Paspébiac	Décision : Rejetées

**Tableau 2 :  
Liste détaillée des plaintes de suspension 2001-2002**

No cas	Date réception	Nom des parties	État du dossier
CM10102003	2001-04-25	Raymond Zizian Ville de Boisbriand	Décision : Désistements, règlements
CM10102173	2001-05-01	Monique Paiement Municipalité de Sainte-Lucie-des-Laurentides	Décision : Rejetées
CM10104923	2001-08-15	François Drouin Ville de Boisbriand	Décision : Désistements, règlements
CM10108210	2001-11-15	Richard Sun Cité de Côte Saint-Luc	Décision : Désistements, règlements
CM10110619	2002-02-14	Jocelyn Leroux Municipalité de St-Liboire	Décision : Rejetées
CQ10104003	2001-07-10	Ville de Chicoutimi Hélène Boies	Décision : Désistements, règlements
CQ10104004	2001-07-10	Yves Darveau Ville de Chicoutimi	Décision : Désistements, règlements
CQ10104005	2001-07-10	Sabin Gilbert Ville de Chicoutimi	Décision : Désistements, règlements
CQ10104006	2001-07-10	Jean-François Boivin Ville de Chicoutimi	Décision : Désistements, règlements
CQ10104007	2001-07-10	Ville de Chicoutimi Daniel Coulombe	Décision : Désistements, règlements
CQ10104008	2001-07-10	Ville de Chicoutimi Gilles Morissette	Décision : Désistements, règlements
CQ10104009	2001-07-10	Ville de Chicoutimi Gaston Jalbert	Décision : Désistements, règlements
CQ10104010	2001-07-10	Ville de Chicoutimi Réjean Julien	Décision : Désistements, règlements
CQ10104011	2001-07-10	Ville de Chicoutimi Pierre Guérin	Décision : Désistements, règlements
CQ10104035	2001-07-11	Ville de Chicoutimi Denis Tremblay	Décision : Désistements, règlements
CQ10104036	2001-07-11	Ville de Chicoutimi Normand Bouchard	Décision : Désistements, règlements

**Tableau 3 :**  
**Liste détaillée des plaintes de destitution 2002-2003**

<b>No cas</b>	<b>Date de réception</b>	<b>Nom du client</b>	<b>État du dossier</b>
CM10113040	2002-04-08	Linda Melanson Municipalité de St-Zénon	Désistement, règlement
CM10113081	2002-05-01	Norman Pilon Municipalité de Bristol	Audience prévue le 12 novembre 2003
CM10113987	2002-06-03	Yvon Dubé Ville de Berthierville	Cas inactif suite à la demande des parties – Conférence préparatoire du 10 octobre 2002 annulée
CM10114193	2002-05-27	Serge Lacasse Ville de Chambly	Désistement, règlement
CM10114513	2002-06-25	Jean Boileau Ville de Gatineau	Désistement, règlement
CM10115294	2002-07-25	Marcel Patry Municipalité la Pêche	Désistement, règlement
CM10116158	2002-08-30	Michel Robert Ville de Longueuil	Cas inactif suite à la demande des parties – Conférence préparatoire du 2 décembre 2002 annulée
CM10116484	2002-09-12	Stéphan Dyrda Municipalité de Elgin	Désistement, règlement
CM10117252	2002-10-08	Pascal Richard Corporation Municipale du Canton d'Aumond	Désistement, règlement
CM10117836	2002-10-30	Jocelyn Leroux Corporation municipale du Canton de St-Valérien de Milton	Cas SINE DIE – Audience du 10 février 2002 remise
CM10117942	2002-11-04	Sylvie Roberge Ville de Repentigny	Désistement, règlement
CM10118201	2002-11-12	Claudine Mercier Richard Ville de Repentigny	Audience prévue le 2 juillet 2003
CM20000097	2002-11-28	Michel Trudel Ville de Mont-Tremblant	Cas SINE DIE – Audience du 19 mars 2003 annulée
CM20000140	2002-12-02	Pierre Dubé Ville de Montréal	Audience prévue le 1 <sup>er</sup> octobre 2003
CM20000429	2002-12-11	Martine Lapointe Commission des services électriques de la ville de Montréal	Désistement, règlement

No cas	Date de réception	Nom du client	État du dossier
		Ville d'Otterburn Park	
CM20000649	2002-12-19	Philippe Y. Dupuis Municipalité de Franklin	Cas SINE DIE – Audience du 16 juin 2003 annulée
CM20000697	2002-12-23	Marie-France Gamache Ville de Montréal	Audience prévue le 16 septembre 2003
CM20001683	2003-02-11	Normand Paradis Ville de Farnham	Audience prévue le 8 octobre 2003
CM20002085	2003-02-28	François Héту Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes	Audience prévue le 25 juin 2003
CQ10112393	2002-04-12	Céline Rodrigue Ville de Ste-Marie	Désistement, règlement
CQ10112841	2002-04-26	Municipalité de Saint-Hilarion Robert Rochefort	Cas référé en cour supérieure
CQ10113705	2002-05-24	Diane Vachon Corporation municipale de Ste-Rose-de-Watford	Désistement, règlement
CQ10114401	2002-06-19	Ville de Lévis Michel Laliberté	Cas en délibéré
CQ10114402	2002-06-19	Ville de Lévis Deny Blouin	Cas en délibéré
CQ10114403	2002-06-19	Ville de Lévis Michel Bernier	Cas en délibéré
CQ10114404	2002-06-19	Ville de Lévis Christian Brière	Cas en délibéré
CQ10114405	2002-06-19	Ville de Lévis André Poisson	Cas en délibéré
CQ10114406	2002-06-19	Ville de Lévis Marie Parent Tremblay	Cas en délibéré
CQ10114407	2002-06-21	Ville de Lévis Alain Francoeur	Cas en délibéré
CQ10114408	2002-06-19	Ville de Lévis Marcel Rodrigue	Cas en délibéré
CQ10114409	2002-06-19	Ville de Lévis Claude Guérin	Cas en délibéré
CQ10114636	2002-06-28	Ville de Lévis	Cas en délibéré

No cas	Date de réception	Nom du client	État du dossier
		Denis Fradette	
CQ10114637	2002-06-28	Ville de Lévis	Cas inactif suite à la demande des parties - Audience du 27 août 2002 remise à la demande de la plaignante
		Agathe Lapointe-Cloutier	
CQ10115087	2002-07-15	Samantha Goodwin	Rejetée
		Municipalité des Îles-de-la-Madeleine	
CQ10115254	2002-07-24	Marc Forest	Cas inactif suite à la demande des parties – Audience du 30 septembre 2002 remise à la demande de l'employeur
		Ville de Shawinigan	
CQ10118327	2002-11-20	Carmain Laporte	Désistement, règlement
		Ville de Mont-Joli	
CQ20000728	2002-12-23	Ville de Cabano	Audience prévue le 6 août 2003
		Jean-Marc Beaulieu	
CQ20001803	2003-01-29	Corporation Municipale de St-Adelme	Désistement, règlement
		Daniel Imbeault	
CQ20002024	2003-02-20	Rina Tremblay	Cas SINE DIE – Audience du 8 mai 2003 annulée
		Municipalité de Rivière-au-Tonnerre	
CQ20002968	2003-03-24	Municipalité de la Paroisse de St-Marcellin	Désistement, règlement
		Marie-Claire Blais	

**Tableau 4 :**  
**Liste détaillée des plaintes de suspension 2002-2003**

No cas	Date de réception	Nom du client	État du dossier
CM10112754	2002-04-03	Michel Belhumeur	Cas inactif suite à la demande des parties – Conférence préparatoire du 1 <sup>er</sup> novembre 2002 annulée
		Ville de Deux-Montagnes	
CM10116215	2002-09-04	Claude Pharand	Cas en délibéré
		Ville de Gatineau	
CM20001723	2003-02-12	Bruce Dobbie	Cas inactif suite à la demande des parties – Audience du 5 mai 2003 remise à la demande des parties
		Ville de Lachute	

## COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

81. Au cours des cinq dernières années (Commission des relations du travail et Tribunal du travail), nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du *Code du travail* et décisions. Ventilation par année.

<b>NOMBRE DE CAS REÇUS - ARTICLES 45 ET 46 POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES</b>						
<b>Nombre de cas</b>	<b>1998-1999</b>	<b>1999-2000</b>	<b>2000-2001</b>	<b>2001-2002</b>	<b>2002-2003</b>	<b>Total</b>
45.01*	633	806	693	726	523	3381
45.03*				13	19	32
45.76*			4	29	4	37
46.01*	16	35	23	17	16	107
46.76*			1	5	5	11
<b>TOTAL</b>	<b>649</b>	<b>841</b>	<b>721</b>	<b>790</b>	<b>567</b>	<b>3568</b>

**\* Définition:**

45.01: Requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle).

45.03: Requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle) suite à un transfert de juridiction du fédéral au provincial.

45.76: Requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle) dans le monde municipal.

46.01: Requête en résolution de difficultés.

46.76: Requête en résolution de difficultés dans le monde municipal.

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

82. Au cours des cinq dernières années, nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du *Code du travail* et nature des ordonnances.

<b>NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES - ARTICLES 45 ET 46 POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES</b>						
<b>Nombre de cas</b>	<b>1998-1999</b>	<b>1999-2000</b>	<b>2000-2001</b>	<b>2001-2002</b>	<b>2002-2003</b>	<b>Total</b>
45.01*	910	775	773	519	596	3573
45.03*					1	1
45.76*			4	26	7	37
46.01*	17	53	38	20	17	145
46.76*				3	7	10
<b>TOTAL</b>	<b>927</b>	<b>828</b>	<b>815</b>	<b>568</b>	<b>628</b>	<b>3766</b>
* Définition:						
45.01: Requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle).						
45.03: Requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle) suite à un transfert de juridiction du fédéral au provincial.						
45.76: Requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle) dans le monde municipal.						
46.01: Requête en résolution de difficultés.						
46.76: Requête en résolution de difficultés dans le monde municipal.						

<b>NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES - ARTICLES 45 ET 46 POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES</b>						
<b>Décision /Année</b>	<b>1998-1999</b>	<b>1999-2000</b>	<b>2000-2001</b>	<b>2001-2002</b>	<b>2002-2003</b>	<b>Total</b>
Accueillies	717	637	577	397	456	2784
Désistements/règlements	156	105	154	113	141	669
Rejetées	54	86	84	58	31	313
<b>TOTAL</b>	<b>927</b>	<b>828</b>	<b>815</b>	<b>568</b>	<b>628</b>	<b>3766</b>

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

83. Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.

<b>DÉLAIS MOYENS DE TRAITEMENT (jours de calendrier)</b>			
<b>POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES</b>			
	<b>1998-1999</b>		<b>Nombre de décisions</b>
	<b>Imputable CRT</b>	<b>total</b>	
Loi sur les normes du travail	206	310	4054
Code du travail	222	340	4320
<b>TOTAL</b>	<b>214</b>	<b>326</b>	<b>8374</b>
<b>1999-2000</b>			
Loi sur les normes du travail	231	325	4226
Code du travail	316	395	4480
<b>TOTAL</b>	<b>375</b>	<b>361</b>	<b>8706</b>
<b>2000-2001</b>			
Loi sur les normes du travail	223	345	4007
Code du travail	303	398	4420
<b>TOTAL</b>	<b>259</b>	<b>363</b>	<b>8427</b>
<b>2001-2002</b>			
Loi sur les normes du travail	186	349	3893
Code du travail	248	400	4667
<b>TOTAL</b>	<b>217</b>	<b>371</b>	<b>8560</b>
<b>2002-2003</b>			
Loi sur les normes du travail	182	336	3649
Code du travail	219	347	4631
<b>TOTAL</b>	<b>199</b>	<b>334</b>	<b>8280</b>

Pour les nouveaux pouvoirs de la C.R.T. voir tableau à la question 87.

## COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

84. État de situation concernant la Commission depuis sa création.

La C.R.T. est chargée d'assurer la procédure d'accréditation et de régler toute plainte de contravention au *Code du travail* de manière plus administrative que judiciaire. En ce sens, elle représente l'instance décisionnelle unifiée dans le domaine des relations du travail au Québec. Sa mise en place a entraîné l'abolition du Bureau de commissaire général du travail (B.C.G.T.) et du Tribunal du travail ainsi que le transfert, à cette nouvelle instance, de l'essentiel de leurs responsabilités décisionnelles dans le domaine des rapports collectifs de travail et du droit de l'emploi prévu dans plusieurs lois.

Ainsi, la Commission peut notamment entériner des accords de conciliation, émettre des ordonnances, y compris des ordonnances de vote sur la convention collective et des ordonnances de sauvegarde, et réviser ses propres décisions.

Ainsi, entre le 25 novembre 2002 et le 10 juin 2003, la Commission a rendu 41 décisions en vertu de ses nouveaux pouvoirs d'ordonnance.

ARTICLE	SUJET	NOMBRE DE DÉCISIONS
58.2	Ordonnance de vote sur la convention collective	5
114, 118, 119	Ordonnance reliée à une accréditation	32
114, 118, 119	Ordonnance sans accréditation	4

Pendant cette période, la Commission a rendu 4 719 décisions, dont 2 386 ont porté sur le *Code du travail* et 2 285 sur la *Loi sur les normes du travail*.

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

85. Budget de fonctionnement de la Commission en 2002-2003 et prévisions pour 2003-2004.

	Budget 2002-2003 ( 4mois )	Budget 2002-2003 annualisé	Demandes budgétaires 2003-2004
01 Traitement régulier	2 860 400	8 204 004	8 384 505
02 Traitement occasionnel	-	-	279 745
<b>RÉMUNÉRATION</b>	<b>2 860 400</b>	<b>8 204 004</b>	<b>8 664 250</b>
03 Transport et communication	192 000	550 681	544 755
04 Services professionnels	445 900	1 278 900	1 193 440
05 Entretien et réparations	28 300	81 168	26 000
06 Location	307 900	883 098	1 420 555
07 Fournitures et approvisionnement	25 500	73 137	55 000
08 Matériel et équipements	25 900	74 285	45 000
11 Autres dépenses	172 300	494 179	2 000
<b>FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 197 800</b>	<b>3 435 448</b>	<b>3 286 750</b>
67 AMORTISSEMENT	-	-	129 000
67 INVESTISSEMENT	220 000	630 989	190 000
<b>TOTAL</b>	<b>4 278 200</b>	<b>12 270 441</b>	<b>12 270 000</b>

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

86. Effectifs de la Commission en 2002-2003 et prévisions pour 2003-2004.

**Effectifs 2002-2003  
Répartition du personnel par catégorie d'emploi  
Au 31 mars 2003**

<b>Nombre d'employés</b>			
<b>Catégories d'emplois</b>	<b>Employés réguliers</b>	<b>Employés occasionnels</b>	<b>Total</b>
Hors cadre/Cadre	5	0	5
Commissaire	29	0	29
Professionnel	33	6	39
Technicien	9	0	9
Employé de bureau	33	2	35
Stagiaire	0	1	1
<b>Total</b>	<b>109</b>	<b>9</b>	<b>118</b>

**Prévision effectifs 2003-2004**

<b>Nombre d'employés</b>			
<b>Catégories d'emplois</b>	<b>Employés réguliers</b>	<b>Employés occasionnels</b>	<b>Total</b>
Hors cadre/Cadre	8	0	8
Commissaire	29	0	29
Professionnel	31	6	37
Technicien	9	0	9
Employé de bureau	33	2	35
Stagiaire	0	0	0
<b>Total</b>	<b>110</b>	<b>8</b>	<b>118</b>

## COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

87. Délais moyens des décisions de la Commission en général et par type de décision.

<b>DÉLAIS MOYENS DE TRAITEMENT (jours de calendrier)</b>			
<b>Cas terminés entre le 25 novembre 2002 et le 31 mars 2003</b>			
<b>Lois et articles</b>			<b>Nombre de décisions</b>
	<b>Imputable CRT</b>	<b>Délai total</b>	
<b>Code du travail</b>	<b>216.7</b>	<b>317.3</b>	<b>1458</b>
Art. 16	348.2	514.3	225
Art. 16.1	215.7	343.7	119
Art. 25	331.1	399.6	52
Art. 25.1	101.7	170.5	219
Art. 25.2	224.1	362.7	94
Art. 39	222.3	324.4	412
Art. 41	163.6	180.3	89
Art. 45	200.1	281.3	193
Art. 47.3 Mesure disciplinaire	33.5	33.5	8
Art. 47.3 Renvoi	69.3	69.3	26
Art. 49	219.3	367.4	21
<b>Loi sur les normes</b>	<b>190.8</b>	<b>317.6</b>	<b>1340</b>
Art. 122	131.3	252.2	805
Art. 124	287.1	417.6	522
Art. 128	211.5	348.9	13
<b>Total</b>	<b>204.3</b>	<b>316.5</b>	<b>2820</b>

\* Définitions :

Art.16CT: Plainte en mesures disciplinaires autres que congédiement.

Art.16.1CT: Plainte en congédiement.

Art.25 CT : Requête en accréditation autres

Art.25.1CT : Requête en accréditation, champs libre.

Art.25.2CT: Requête en accréditation, conflit.

Art.39CT: Requête en modification d'accréditation autre que 39.1.

Art. 41 : Requête en révocation d'accréditation.

Art.45CT: Requête en transmission des droits et obligations (totale ou partielle)

Art. 47.3 CT :Plainte pur manquement au devoir de juste représentation.

Art.49 C.T. : Révision des décisions du B.C.G.T.

Art.122LNT: Plainte en congédiement selon la Loi sur les normes du travail.

Art.122.2LNT : Plainte en congédiement pour cause de maladie selon la Loi sur les normes du travail.

Art.124LNT: Plainte en congédiement sans cause juste et suffisante selon la Loi sur les normes du travail.

Art.128LNT : Fixation d'indemnité.

## Nouveaux pouvoirs de la C.R.T.

<b>DÉLAIS MOYENS DE TRAITEMENT (jours de calendrier)</b>			
<b>Cas terminés entre le 25 novembre 2002 et le 31 mars 2003</b>			
<b>Lois et articles</b>			<b>Nombre de décisions</b>
	<b>Imputable CRT</b>	<b>Délai total</b>	
<b>Code du travail</b>	<b>24</b>	<b>29</b>	<b>34</b>
Art. 127 : Demande de révision –Vice de fond ou de procédure	67	68	2
Art. 127 : Demande de surseoir à une décision	19	19	2
Art. 127 : Révision ou révocation d'une décision ou d'un ordre	55	66	2
Art. 129 : Demande pour dépôt en Cour supérieure	10	10	10
Art. 137.10 : Demande de récusation	15	20	6
Art. 58.2 : Ordonnance de vote sur la convention collective	15	15	2
Art. 114,118,119 : Ordonnance reliée à une accréditation	25	38	8
Art. 114, 118, 119 : Ordonnance sans accréditation	61	61	2
<b>TOTAL</b>	<b>24</b>	<b>29</b>	<b>34</b>